De la place Tahrir à la place du 1er-Mai

Photo : DR

La place Tahrir.

Photo : Samir Sid

La place 1er-Mai.

Regarde la Tunisie, l'Égypte… les autocrates n'ont pas d'autre choix que de tomber avec grand bruit ou de s'enfuir honteusement.

Par Brahim Taouchichet

La route qui mène de l'aéroport Houari-Boumediène vers Alger est, ce samedi matin 12 février, inhabituellement déserte quand bien même c'est jour de repos hebdomadaire.

La circulation automobile est fluide, elle est à peine ralentie par le premier «check-point» au niveau de l'Agence nationale des autoroutes, proche de la cité des Bananiers. Mais le filtrage tatillon au second «check-point» du Hamma augure un événement tout aussi inhabituel.

En effet, la place du 1er-Mai est quadrillée par une multitude de policiers anti-émeutes à donner froid dans le dos. Rien n'est laissé au hasard tant le plan de contrôle de la marche du 12 février à laquelle a appelé la CNCD (Coordination nationale pour le changement et la démocratie) semble bien étudié à l'avance.

Toutes les rues adjacentes sont sous contrôle des policiers armés de gourdins, casques haut montés, boucliers et fusils lance-grenades lacrymogènes.

Les commentaires fusent : «Il y a plus de flics que de marcheurs.» Le pouvoir est-il en train de gagner la partie ? C'est aller trop vite en besogne.

Les quelques centaines de participants à la marche très officiellement interdite vont voir leurs rangs grossir au fil des heures.

Dès 13h, on parle de plus de 3 000 marcheurs. Le coup d'envoi de cette marque qui, vu son interdiction, se transformera en un immense meeting, sera donné part le chef du RCD, Saïd Sadi, Ali Yahia Abdenour «déménagés» sans ménagement, par ailleurs, par les policiers. Ironie de l'histoire, ce rassemblement appelant au changement du système se tiendra à côté de la place de la Concorde.

Belle journée pour une marche pacifique avec un ciel bleu azur que ne peut perturber le bruit sourd de l'hélicoptère de la DGSN.

Mais déjà les premières interpellations. A cette heure matinale, hommes et femmes sont «cueillis» pour être amenés avec brutalité au commissariat du 7e arrondissement. Une sénatrice fait partie du lot. Elle sera aussitôt relâchée mais non sans ses compatriotes féminines.

Quant aux hommes, ils devront prendre leur mal en patience. Les jeunes marcheurs – lycéens, étudiants, employés et chômeurs — sont majoritaires dans ce rendez-vous que l'on veut être le point de départ de la fin du système. Et c'est ce que veut croire Rachid, la soixantaine, à la tignasse bien blanche : «Ça y est, le mouvement est bien enclenché», plaçant ses espoirs dans cette jeunesse déterminée à en découdre avec le pouvoir. «Pouvoir assassin», «pouvoir corrompu», crient ces jeunes à gorges déployées.

Amazigh Kateb se fraye un passage dans la foule accompagné de plusieurs manifestants et scandant les mêmes mots d'ordre, appelant à mettre à bas le système. L'on guette les nouvelles d'autres places d'Alger. Bab-El-Oued, place des Martyrs, ça bouge aussi signale-t-on.

Un membre de la CNCD, tout frémissant d'enthousiasme devant la masse des marcheurs qui grossit à vue d'œil, nous signale qu'à Oran «ça marche» !

Des bandes de «casseurs» (voyous ou bentaguia à l'égyptienne) à la solde de la police tentent de crier plus fort que tous en scandant des slogans… des stades de foot et la faveur de Bouteflika enfonçant dans la foulée son Premier ministre Ouyahia, accusé de tous les maux ! Mais leur cinéma ne durera pas longtemps. Ils finiront par se lasser de s'égosiller inutilement et finiront par fondre dans la masse sans conséquence.

14h, les manifestants redoublent de clameurs contre le régime : «Démocratie maintenant» ! «Djazaïr horra, démocratia», «FLN au musée, RND dégage», «Djazaïr dialna». Des slogans hâtivement écrits au gros feutre sur du papier A4 à défaut de banderoles adéquates.

L'on a appris, à ce propos, que la CNCD avait, bien évidemment, confectionné des banderoles avec les slogans appropriés.

La police aurait «ramassé», nous dit-on, le chargé de ces matériaux dès sa sortie du local de la Coordination.

Si l'on ne signale pas de dérapage, compte tenu de la détermination des manifestants et du nombre impressionnant de policiers dans un périmètre aussi réduit, le succès de ce grand sit-in à défaut de marche «pacifique», insiste-t-on, tient visiblement à la justesse de la cause partagée. Car la veille déjà, les spéculations allaient bon train quant à l'écho à l'appel à la marche du 12 février. Mais la foule était là, celle des grands jours aussi.

«C'est bien parti», ne cessait de répéter Rachid comme s'il voulait s'en convaincre, embrassant d'un regard rêveur les groupes de jeunes qui rejoignaient la place. Il dit : «La jeunesse, c'est l'espoir de ce pays». «Des manifs j'en ai vécu : celles d'octobre 1988, les arouch en 2001 ou plus loin dans le temps, les luttes au sein de l'Unea (Union nationale des étudiants algériens) ponctuées de peines d'emprisonnement.»

Nullement résigné, si ce n'est la maladie qui l'handicape, il formule le vœu que ce soit le «début des changements tant espérés et que la société civile accèdent, enfin, aux commandes du pays pour le plus grand bien du peuple».

«Regarde la Tunisie, l'Égypte… les autocrates n'ont pas d'autre choix que de tomber avec grand bruit ou de s'enfuir honteusement.» Corrompus, voleurs… grands thèmes de discussions des marcheurs qui en font aussi leurs slogans.

14h50, à la surprise générale – car jusque-là pas de matraquage des gens – la troupe fonce dans la masse.

Les marcheurs se retirent en ordre dispersé tout en criant leur indignation et plus fort encore les slogans contre le régime.

Caillou et divers projectiles pleuvent sur les rangées de policiers.

Plutôt dégoûtés que découragés par cette charge inattendue, ils seront refoulés en direction de la Maison du peuple, siège de l'UGTA. Beaucoup ne quitteront pas les lieux de sitôt. Demain sera un autre jour…

B. T.

Photo : DR

Amazigh Kateb au milieu de la foule.